



Le 24 juin : TOUTES ET TOUS À LA DSDEN 66 pour exiger satisfaction de nos revendications Rassemblement avec conférence de presse devant la DSDEN à 14H30

Les organisations syndicales

CGT Educ'Action 66, FNEC-FP-FO 66, FSU 66 et SUD Éducation 66 dénoncent :

- la mise en place dans l'urgence d'un nouveau protocole, avec de nouvelles consignes toujours aussi complexes à mettre en place pour les personnels. Les personnels ont subi parfois trois réorganisations brutales du travail depuis le déconfinement (11-18 mai, 2 juin, 22 juin).
- les pressions hiérarchiques inacceptables.
- la volonté de transformer les enseignant·e-s en censeurs responsables de permettre ou d'interdire l'accès à l'école en fonction des capacités d'accueil dans le respect de la distanciation sanitaire.
- un « prof bashing » intolérable alors que la profession a fait preuve d'une grande conscience professionnelle.

Elles s'opposent à la volonté du Ministre de profiter de la crise sanitaire pour avancer dans ses objectifs de remise en cause de l'école publique et des statuts des personnels, et exigent :

- l'abandon immédiat du protocole 2S2C qui implique la prise en charge des élèves sur le temps scolaire par les collectivités territoriales.
- l'abandon de l'emploi fonctionnel pour les directeur·trices du projet de loi sur la direction d'école qui les transformerait de fait en supérieur·e-s hiérarchiques soumis·es aux IA-DASEN et aux élu·e-s locaux, bouleversant ainsi le fonctionnement des écoles. Nul besoin de cette proposition de loi, nul besoin d'emploi fonctionnel pour répondre aux revendications des personnels ! Elles exigent des avancées pour tous les directeur·trices, quelle que soit la taille de l'école (décharges, rémunération...).
- l'abandon de toutes les suppressions de postes dans l'Éducation nationale, l'ouverture des classes et la création des dédoublements nécessaires pour compenser le retard scolaire occasionné par le confinement.
- des moyens humains, matériels et financiers pour répondre au défi de la rentrée de septembre.
- la création d'un vrai statut dans la fonction publique pour les AESH.
- le retour à des programmes nationaux et au Baccalauréat et Brevet des collèges sur la base d'épreuves ponctuelles, finales, anonymes et nationales, et donc l'abrogation des réformes des baccalauréats et du lycée, des E3C et de Parcoursup.
- l'augmentation des salaires et l'augmentation du point d'indice.
- l'arrêt total des mesures et procédures engagées contre tous les personnels ayant participé à des actions syndicales contre les réformes et le Bac Blanquer.